

627 route de Jassans - BP 231 - CS 60231 - 01602 TRÉVOUX
Tél : 04 74 08 97 66 - Fax : 04 74 08 97 67
contact@ccdsv.fr www.ccdsv.fr

ARRETE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement BRAND FRANCE dans le réseau de collecte du système d'assainissement de Trévoux-Bords de Saône appartenant à la communauté de communes Dombes Saône Vallée, aux conditions de l'arrêté

Le Président,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier ses articles L2224-7 à L2224-12-5, L5214-16, L5211-9-2 et R2224-6 à R2224-17 ;

Vu le Code de la Santé Publique et en particulier ses articles L1331-2, L1331-3, L1331-6 à L1331-11 et L1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et en particulier son article L216-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ et en particulier son article 13 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 avril 2019 portant prescriptions au titre de l'article L181-1 du Code de l'Environnement concernant la mise en conformité du système de collecte des eaux usées de l'agglomération d'assainissement de Trévoux – Bords de Saône et en particulier son article 4.3 ;

Vu le Règlement du service public de l'assainissement collectif de la communauté de communes Dombes Saône Vallée ;

Vu l'arrêté 2020A21 du 9 Juin 2020 portant délégation de fonction à Gilles GARNIER, Vice-Président en charge de l'assainissement ;

Vu la demande de déversement des eaux usées non domestiques de l'établissement BRAND FRANCE en date du 01/10/2020 ;

ARRETE

Article 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

L'établissement BRAND FRANCE, SIRET : 305 234 320 00037 situé 256, allée de Fétan à Trévoux est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées domestiques et autres que domestiques, issues d'une activité de location et d'entretien d'échafaudages, dans le réseau d'assainissement via un branchement d'eaux usées situé allée de Fétan.

L'établissement BRAND FRANCE est représenté par M. SCHMIDT La gestion des effluents non domestiques au sein de l'établissement est assurée par le responsable EHSQ : M. BARDIN.

L'établissement possède également un branchement au réseau de collecte des eaux pluviales situé allée de Fétan.

Article 2 – CARACTERISTIQUES DES REJETS

A. PRESCRIPTIONS GENERALES

Sans préjudice des lois et réglementation en vigueur, les eaux usées autres que domestiques doivent :

- Etre neutralisées à un pH compris entre 5.5 et 8.5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5.5 et 9.5.
- Etre ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C.
- Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO/DBO₅) inférieur à 2.5 ;
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
 - de nuire à la conservation des ouvrages de collecte et de traitement,
 - de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
 - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
 - d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
 - de dégager directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou des vapeurs toxiques ou inflammables,
 - de nuire au fonctionnement du système de traitement, notamment à la vie bactérienne des filières biologiques,
 - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignade, etc.) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
 - d'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement **BRAND FRANCE** doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement. L'établissement prend les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont définies en annexe.

Article 3 – CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'établissement **BRAND FRANCE**, dont le déversement des eaux usées est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance dont les tarifs sont fixés par la CCDSV. Dans le cadre de sa compétence assainissement et de son obligation de garantir le bon fonctionnement des réseaux d'assainissement et la qualité des eaux de rejet, la CCDSV a mis en place un coefficient de pollution (Cp). Il est calculé selon la formule suivante :

Cp=1 + somme des coefficients de chaque paramètre

Les paramètres considérés sont : DCO, DCO/DBO, MES, NK, As, Hg, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn.

Les coefficients associés à chaque paramètre selon leur concentration sont présentés à l'article 20 du règlement d'assainissement de la CCDSV.

Le coefficient de pollution de l'établissement BRAND FRANCE est de :1.

Un bilan 24h à la charge de BRAND FRANCE est à effectuer au cours de la première année d'autorisation. Il permettra d'ajuster le coefficient de pollution (paramètres à mesurer sur les eaux usées repris dans l'annexe I article 2 du présent arrêté).

Les résultats du bilan 24h devront être transmis à la communauté de communes dans un délai d'un mois après la réception des résultats.

En fonction des résultats obtenus lors des bilans 24h, ce coefficient de pollution est susceptible d'évoluer dans le temps.

Le coefficient de pollution pourra être révisé annuellement en fonction des résultats des analyses d'autosurveillance. L'établissement BRAND France sera tenu informé du nouveau coefficient par un courrier simple.

Article 4 – PENALITES FINANCIERES

Le non-respect des termes fixés dans cet arrêté pourra déclencher l'application de pénalités dans les cas suivants :

- Non-respect de l'autorisation de rejet ;
- Obstacle à l'instruction : visite ou non transmission des documents demandés par le service assainissement de la communauté de communes ;
- Non-transmission des données d'autosurveillances ;
- Dépassement des valeurs limites admissibles ;
- Absence de mise en conformité.

Chaque cas est détaillé dans l'article 22 du règlement d'assainissement 2019 de la communauté de communes.

Article 5 – CONDITIONS TECHNIQUES

L'entreprise doit assurer un confinement des effluents au sein de la partie privative des réseaux en cas de rejet d'effluents susceptibles de dégrader les ouvrages de collecte et d'épuration ou de gêner leur fonctionnement et de créer une menace pour l'environnement.

Les eaux usées et les eaux pluviales devront être correctement raccordées aux réseaux collectifs en place. Les raccordements devront se conformer aux dispositions du règlement du service assainissement et pourront faire l'objet de contrôles.

Article 6 – CONVENTION DE DEVERSEMENT

Sans objet.

Article 7 – DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 1 an, à compter de sa signature.

Si l'établissement BRAND FRANCE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président, par écrit, 3 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté, en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

Article 8 – AUTOSURVEILLANCE

L'établissement BRAND FRANCE met en place une autosurveillance telle que définie en annexe II.

Article 9 – PRELEVEMENTS ET CONTROLES

La communauté de communes Dombes Saône Vallée s'autorise en plus de l'autosurveillance demandée à faire réaliser par un laboratoire agréé par le ministère de l'Environnement, des contrôles contradictoires, de rejet de l'établissement, de façon inopinée et à ses frais.

Si l'un de ces contrôles révélait un dépassement des paramètres fixés dans le présent arrêté, un ou plusieurs contrôles supplémentaires pourraient être effectués par l'établissement jusqu'à ce que la preuve soit apportée que les dits paramètres sont respectés. La transmission des résultats à la communauté de communes devra être immédiate.

La communauté de communes se réserve la possibilité de fermeture du rejet au réseau en cas de non-conformité jusqu'à obtention de la conformité.

Article 10 – OBLIGATIONS D'ALERTE

L'établissement BRAND FRANCE prend les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

En cas de rejet accidentel au réseau d'assainissement de produits toxiques (notamment pour la santé du personnel travaillant en égout), corrosifs, susceptibles de provoquer des dégagements gazeux ou de rejets non conformes à la présente autorisation, l'établissement BRAND FRANCE doit alerter immédiatement par téléphone avec confirmation écrite par mail :

- **La communauté de communes Dombes Saône Vallée**

Contact : Service Assainissement

Téléphone : 04 78 08 97 66

Mail : assainissement@ccdsv.fr

- **L'exploitant du système d'assainissement : VEOLIA**

Contact : VEOLIA

Téléphone standard : 04 77 29 61 10

N° d'astreinte : 09 69 32 34 58

L'établissement BRAND FRANCE précisera la nature et la quantité du produit déversé. Cette alerte ne dispense pas le titulaire d'alerter les services publics d'urgence en cas de danger pour le voisinage, la clientèle ou le personnel de l'établissement.

Article 11 – CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions règlementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'établissement devra en informer le Président de la communauté de communes.

Toute modification apportée par l'établissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Président de la communauté de communes.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la Police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Article 12 – EXECUTION

L'établissement BRAND FRANCE facilitera l'accès des agents du service assainissement de la communauté de communes, ou des personnes mandatées par ces services, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes du présent arrêté.

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon, dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa notification à l'établissement BRAND FRANCE et à compter de l'affichage pour les tiers.

26 FEV. 2021

Fait à Trévoux, le

Le Président
Par délégation
Le Vice-Président
En charge de l'assainissement
Gilles GARNIER

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : - 1 MARS 2021

N° récépissé télétransmission : 

Affichage le : - 1 MARS 2021



ANNEXE I : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

Trois visites ont été effectuées respectivement le 2/02/2018, le 20/10/2020 et le 4/12/2020 sur le site de l'établissement BRAND FRANCE. Les prescriptions suivantes découlent de ces visites.

L'établissement BRAND FRANCE doit identifier les matières et substances générées du fait de son activité et susceptibles d'être rejetées dans le réseau public d'assainissement.

L'établissement BRAND FRANCE doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces produits et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

L'établissement doit posséder un ouvrage dit 'regard de branchement' ou 'regard de façade' construit en limite de propriété sous le domaine public ou accessible directement depuis le domaine public, pour les rejets identifiés de type non domestiques.

L'établissement doit être doté d'un regard de contrôle avant rejet des eaux usées vers le réseau d'assainissement public eaux usées ou unitaire. Ce regard de contrôle devra respecter les préconisations détaillées dans schéma de principe (schéma de regard de mesures et de prélèvements pour le contrôle des eaux usées autres que domestiques présenté en annexe IV).

Ce dispositif est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Il est exclusivement destiné à permettre le contrôle de la qualité des effluents. Il ne doit en aucun cas être considéré comme une installation de pré traitement.

1. Usages de l'eau

L'établissement BRAND FRANCE utilise l'eau du réseau public d'alimentation en eau potable pour ses besoins domestiques et non domestiques.

A titre indicatif, la consommation d'eau annuelle de l'établissement est de 412 m³ soit en moyenne 1,8 m³/j sur la base de 240 jours travaillés.

Outre les activités domestiques, les rejets non domestiques de l'établissement sont issus des activités suivantes :

- Lavage des échafaudages.

2. Prescriptions applicables aux effluents

Les eaux usées non domestiques en provenance de l'établissement BRAND FRANCE doivent répondre aux prescriptions suivantes (la dilution est interdite, en aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs ci-dessous) :

A. Débits maximaux autorisés

Volume journalier : 1,8 m³/j

B. Flux maximaux autorisés

Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DB05) :

| | |
|--------------------------------------|-----------------|
| Flux journalier maximal : | <u>1,4 kg/j</u> |
| Concentration maximale journalière : | <u>800 mg/l</u> |

Demande chimique en oxygène (DCO) :

| | |
|---------------------------|------------------|
| Flux journalier maximal : | <u>3,6 kg/j</u> |
| Concentration maximale : | <u>2000 mg/l</u> |

Matières en suspension (MES) :

| | |
|---------------------------|-----------------|
| Flux journalier maximal : | <u>1,1 kg/j</u> |
| Concentration maximale : | <u>600 mg/l</u> |

Teneur en azote global (NGL) :

| | |
|---------------------------|------------------|
| Flux journalier maximal : | <u>0,27 kg/j</u> |
| Concentration maximale : | <u>150 mg/l</u> |

Teneur en phosphore total :

| | |
|---------------------------|------------------|
| Flux journalier maximal : | <u>0,09 kg/j</u> |
| Concentration maximale : | <u>50 mg/l</u> |

Teneur en hydrocarbures :

| | |
|---------------------------|-------------------|
| Flux journalier maximal : | <u>0,018 kg/j</u> |
| Concentration maximale : | <u>10 mg/l</u> |

Teneur en agents de surfaces anioniques :

| | |
|---------------------------|-------------------|
| Flux journalier maximal : | <u>0,018 kg/j</u> |
| Concentration maximale : | <u>10 mg/l</u> |

Teneur en métaux totaux :

| | |
|---------------------------|------------------|
| Flux journalier maximal : | <u>0,03 kg/j</u> |
| Concentration maximale : | <u>15 mg/l</u> |

C. Autres substances

Sans objet

D. Code SANDRE et normes de mesures

Le tableau suivant reprend les codes SANDRE des paramètres : *Service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau – le code SANDRE permet d'accéder aux méthodes analytiques pour chaque substance.*

| Substances | Code SANDRE | Limite de quantification | Norme |
|------------------------------|-------------|--------------------------|------------------------------------|
| MEST | 1305 | 2 mg/l | NF EN 872 |
| DBO5 | 1313 | 3 mg/l | NF EN ISO 5815-1 / NF EN 1899-2 |
| DCO | 1314 | 5 mg/l | ISO 15705 / NFT 90-101 |
| NGL | 1551 | 1 mg/l | Calcul |
| Phosphore | 1350 | 0,05 mg/l | NF EN ISO 6878 |
| Hydrocarbures totaux | 7009 | 0,1 mg/l | NF T90-124 et NF EN ISO 9377-2 |
| Agents de surface anioniques | 1444 | 0,05 mg/l | NF ISO 16265 / NF EN 903 |

| Substances | Code SANDRE | Limite de quantification | Norme |
|--|-------------|--------------------------|----------------------------------|
| Métaux totaux (Ag+Al+As+Cd+Co+Cu+Cr+Fe+Hg+Mn+Ni+Pb+Sn+Zn) | 8095 | 0,05 mg/l | Méthode interne aux laboratoires |

3. Prescriptions de mise en conformité

Les prescriptions de mise en conformité énoncées ci-dessous doivent être réalisées dans un délai d'un an à compter de la notification de l'arrêté.

Concernant la conformité du système d'assainissement :

Conformément à la réglementation en vigueur et à l'article 2 du règlement d'assainissement 2019 de la CCDSV, il est interdit de rejeter les eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées.

- Une grille eaux pluviales et un chemin de grille eaux pluviales sont raccordés aux eaux usées. Il est demandé de réaliser une étude de faisabilité sur le raccordement de chacun de ces éléments aux eaux pluviales. L'établissement devra fournir à minima deux devis à la CCDSV afin qu'elle puisse procéder à une analyse coûts/bénéfices.
- Le raccordement à la cuve de récupération des eaux pluviales de la gouttière (n°2) du hall 2 doit être finalisé.

ANNEXE II : CARACTERISTIQUES DE L'AUTOSURVEILLANCE

L'établissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

L'établissement BRAND FRANCE s'engage à respecter les modalités de stockage suivantes :
« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention supérieure ou égale à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de capacité du plus gros contenant,
- 50 % du volume total stocké. »

La liste des produits utilisés sur le site et les volumes stockés seront tenus à disposition des agents gestionnaires des réseaux d'assainissement.

1. Entretien des installations

L'établissement BRAND FRANCE a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement et de traitement en bon état de fonctionnement.

| Dispositifs | Localisation | Dimensions | Fréquence d'entretien |
|-----------------------|----------------|------------|---|
| Débourbeur-déshuileur | Aire de lavage | TN6 | Dès que nécessaire (ouvrage équipé d'une alarme à vérifier tous les trimestres minimum) |

Chaque ouvrage sera inspecté à fréquence régulière et entretenu de manière à être en permanence opérationnel suivant ses caractéristiques et ses performances annoncées.

L'établissement BRAND FRANCE doit s'assurer que les déchets récupérés sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur. Un cahier d'exploitation sera tenu à jour pour les ouvrages de traitement, chaque intervention ou vérification devra y être consignée, les bordereaux de suivi des déchets y seront conservés. Ce cahier sera tenu à disposition du gestionnaire du réseau public.

2. Surveillance des modalités de stockage et de la collecte des déchets

L'établissement BRAND FRANCE doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces produits et déchets en particulier liquides, et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées à l'Article 2 du présent arrêté.

| Nom du déchet | Origine du déchet | Filière d'évacuation ou du traitement | Fréquence d'enlèvement et quantité |
|-------------------------------|---|---------------------------------------|------------------------------------|
| Aérosols | | SEVIA | Sur demande |
| Matériaux souillés | Entretien et maintenance des échafaudages | SEVIA | Sur demande |
| Métaux (ferraille, aluminium) | | Revente | - |

L'établissement transmettra à la communauté de communes chaque fin d'année une copie des Bordereaux de Suivi des Déchets Industriels (BSDI) attestant de l'élimination finale des déchets.

3. Surveillance des rejets

L'établissement BRAND FRANCE est soumis à une autosurveillance de ses rejets d'eaux usées non domestiques. L'établissement procédera à des analyses de qualité et au contrôle du débit des effluents non domestiques avec une périodicité fixée ci-dessous :

| Paramètre | Fréquence (laboratoire agréé) |
|---|----------------------------------|
| Débit | Annuelle |
| Température | Annuelle |
| pH | Annuelle |
| DCO | Annuelle |
| DBO5 | Annuelle |
| MES | Annuelle |
| NTK | Annuelle |
| Phosphore | Annuelle |
| Hydrocarbures totaux | Annuelle |
| Détergents (agents de surface anioniques) | Annuelle |

Les résultats devront être exprimés en concentration et en flux de pollution. Les mesures de concentration des paramètres cités seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (<4°C). Pour chaque paramètre, la méthode utilisée et la limite de quantification seront précisées. Les résultats d'analyses seront transmis chaque fin d'année à la communauté de communes.

ANNEXE III : SCHEMA DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

AMBÉRIEUX-EN-DOMBES ARS-SUR-FORMANS BEAUREGARD CIVRIEUX FAREINS FRANS MASSIEUX MISÉRIEUX PARCIEUX RANCÉ REYRIEUX SAINT-BERNARD SAINT-DIDIER-DE-FORMANS SAINTE-EUPHÉMIE
SAINT-JEAN-DE-THURIGNIEUX SAVIGNIEUX TOUSSIEUX TRÉVOUX VILLENEUVE



Légende

Ouvrages

- Regard mixte
- Eaux usées domestiques
- Eaux pluviales
- Chemin de grille
- Vanne

- Grille
- Grille
- Gouttière
- Déboureur-déshuileur
- Stockage avec rétention
- Stockage

Réseaux privés

- Rejets non domestiques
- Eaux usées
- Eaux pluviales de ruissellement
- Eaux pluviales

Echelle : 1/750

Fond : Cadastre

Source : Commune

Date : 12/2020

Dossier : 1708018

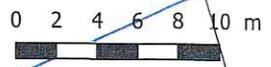
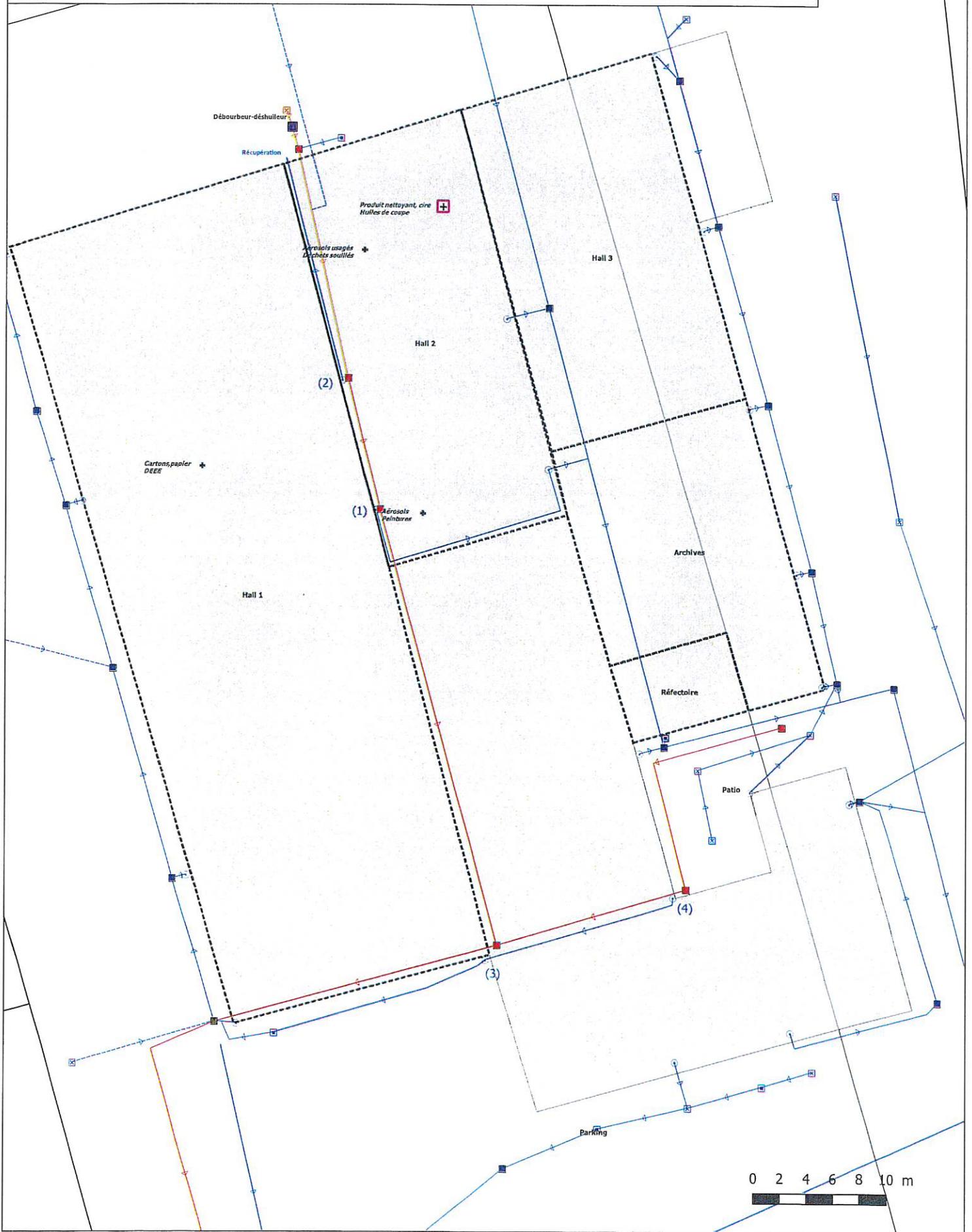




Légende

| | | |
|--------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| Ouvrages | ☒ Grille | Réseaux privés |
| ■ Regard mixte | ⊙ Gouttière | → Rejets non domestiques |
| ■ Eaux usées domestiques | ■ Débourbeur-déshuileur | → Eaux usées |
| ■ Eaux pluviales | ⊕ Stockage avec rétention | → Eaux pluviales de ruissellement |
| ⊞ Chemin de grille | ⊕ Stockage | → Eaux pluviales |

Echelle : 1/250
Fond : Cadastre
Source : Commune
Date : 12/2020
Dossier : 1708018



ANNEXE IV : SCHEMA DE REGARD DE MESURES ET DE PRELEVEMENTS POUR LE CONTROLE DES EAUX USEES AUTRES QUE DOMESTIQUES

